

Le budget—M. Stevens

M. Stevens: . . . vont tout faire pour tenter d'empêcher leurs collègues du Parti libéral socialiste du Canada de lutter contre cette tendance.

M. Deans: Avez-vous appuyé notre amendement?

M. Nielsen: Quel amendement?

M. Deans: Avez-vous appuyé notre amendement? Avez-vous voté pour notre amendement hier soir? Grands dieux! Comment avez-vous pu appuyer un amendement proposé par des gens avec qui vous n'êtes pas d'accord?

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, je constate toujours que si quelqu'un aborde une question aussi précieuse que . . .

M. Deans: La vérité?

M. Stevens: . . . que l'association entre le gouvernement et les Néo-démocrates, ceux-ci deviennent tout excités.

M. Deans: Pourquoi nous avez-vous appuyés hier soir?

M. Stevens: Une chose que j'aimerais bien connaître . . .

Mme Mitchell: Oh, vous étiez au lit hier soir.

M. Stevens: . . . c'est le plan imaginé par les socialistes à ma gauche et les socialistes . . .

M. Nielsen: A votre gauche.

M. Stevens: . . . le parti libéral en face de nous, pour l'avenir du Canada. Par exemple, estiment-ils que nous devrions aller plus loin sur la voie du socialisme . . .

M. Deans: Ernest Manning serait à votre gauche!

M. Stevens: . . . voudraient-ils nous faire la faveur de nous le dire monsieur l'Orateur? Voudraient-ils nous dire quel régime socialiste fonctionne à leur goût dans tel ou tel pays du monde?

Mme Mitchell: Et la Saskatchewan?

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: Je serais heureux . . . pose-t-il une question?

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Le député de Hamilton Mountain (M. Deans) invoque-t-il le Règlement?

M. Stevens: Monsieur l'Orateur!

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Je dois donner la parole au député s'il se lève, en supposant qu'il se lève pour invoquer le Règlement.

M. Deans: Merci, monsieur l'Orateur. Le député m'a posé une question, et je serais heureux de lui répondre. Il pourrait jeter un coup d'œil sur ce qui se fait en Saskatchewan . . .

Des voix: Règlement!

M. Deans: . . . pour voir où fonctionne ce type de socialisme.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Je ne pense pas que cette intervention constitue un rappel au Règlement valable.

M. Deans: Un rappel à la réalité, cependant.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Si le député de York-Peel (M. Stevens) accepte qu'on lui pose une question, libre à lui, je le suppose; sinon la parole lui appartient.

M. Stevens: Bien sûr, encore une fois, monsieur l'Orateur, le député n'écoutait pas ce que je disais. Je lui demandais de nous citer un pays dans le monde où le socialisme fonctionne à son goût.

M. Deans: En Saskatchewan, au Canada!

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Oh, oh! L'aile gauche du parti au pouvoir admet enfin que le socialisme existe, en fait, au Canada.

M. Deans: En Saskatchewan.

M. Stevens: Et que cela leur plaît! Ce que j'aimerais leur entendre dire . . .

M. Deans: Et dans environ une demi-heure, au Manitoba!

Mme Mitchell: Au Manitoba, ce soir!

M. Stevens: J'aimerais leur entendre dire en outre s'ils aiment aussi ce qui se passe en Pologne?

M. Deans: Non.

M. Stevens: Oh, ils n'aiment pas le genre de socialisme qui existe en Pologne. Je vois.

Une voix: C'est du communisme.

M. Stevens: Peut-être l'expérience que vit Cuba leur plaît-elle, ou encore ont-ils l'Angleterre comme modèle.

M. Deans: Voulez-vous dire sous Maggie Thatcher?

M. Stevens: Quoi qu'il en soit, je puis garantir à Votre Honneur que le budget dont la Chambre est saisie en ce moment introduit une dose massive d'intervention gouvernementale dans votre vie, dans la mienne . . .

Mme Mitchell: Si seulement c'était vrai!

M. Stevens: . . . et dans la vie de chaque Canadien.

M. Deans: Voilà pourquoi vous avez voté en faveur de l'amendement.

M. Stevens: Je dirais que la modération n'est pas en cause, parce qu'en regardant on constate que l'augmentation des dépenses publiques en termes de comptabilité nationale, est en fait de 22 p. 100. On constate que les impôts sur le revenu des particuliers augmentent de 31 p. 100. On constate également que les impôts indirects sont en hausse de plus de 50 p. 100.

M. Darling: A noter également.

M. Stevens: Comment un ministre des Finances peut-il prétendre que ces chiffres que je viens de citer—hausse de 22 p. 100 des dépenses, de 30 p. 100 des recettes, de plus de 50 p. 100 des ressources indirectes—sont équitables et modérés? On voit bien que non. Il faut appuyer la motion à l'étude, parce qu'il serait tragique pour le pays de laisser perpétuer la situation actuelle, avec tous les licenciements industriels que les journaux nous annoncent en un jour: 2,400 chez Admiral, 1,700 chez Massey-Ferguson, 800 dans la construction automobile chez Budd Canada, 1,200 chez International Harvester, 550 chez McDonnell Douglas, 750 chez de Havilland, 2,100 chez Chrysler, 3,500 à l'usine Ford d'Oakville, 610 à l'usine montréalaise de Pratt & Whitney, et 3,500 à l'usine General Motors de Sainte-Thérèse. Voilà ce qui se passe sous ce gouvernement. Voilà le rythme des licenciements: en deux mois on a vu une baisse de 5 p. 100 de l'effectif total de l'industrie manufacturière. L'effectif a baissé de 110,000 en deux mois seulement.